LA NR
LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE
www.lnr-dz.com
Quotidien d'information indépendant - N° 7326 – Jeudi 31 mars 2022 - Prix : 10 DA

L'EXPERT ET AUDITEUR CHEZ AFNOR, SALAH-EDDINE HELALI À LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE :

«L'audit énergétique, une étape primordiale dans toute initiative d'efficacité énergétique»

p.4

ATTACHÉE À SON ACCORD AVEC LA RUSSIE MALGRÉ LES PRESSIONS DE L'OCCIDENT

«Apolitique», l'Opep+ privilégie avant tout ses intérêts

© Photo : D.R

Les treize pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs dix alliés hors-Opep chapeautés par l'Arabie saoudite et la Russie, se réunissent aujourd'hui, en pleine envolée des cours de l'or noir, pour discuter de leur nouvelle politique d'approvisionnement pour le mois de mai prochain. Lire en page 2

p.3

OMRA 2022

Feu vert pour 130 agences de tourisme

p.3

ALGÉRIE – ETATS-UNIS

Le secrétaire d'État américain, Anthony Blinken, à Alger

Chiffre du jour

MDN : 11 éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés et plus de 28 quintaux de kif traité saisis en une semaine

MICRO-ENTREPRISES

Inscription en ligne pour l'effacement des amendes de retard

Les services du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro-entreprise ont appelé, mardi, dans un communiqué, les responsables de micro-entreprises en difficulté à s'inscrire en ligne pour bénéficier de l'effacement des amendes de retard.

INFRASTRUCTURES MÉDICALES

Levée de la décision de gel des projets

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a annoncé, avant-hier mardi à Tizi-Ouzou, que les pouvoirs publics ont décidé la levée du gel des projets de réalisation d'infrastructures de santé à travers le territoire national.

ALGÉRIE-SÉNÉGAL

Lancement d'une deuxième opération d'exportation de câbles électriques

Une opération d'exportation d'une seconde cargaison de câbles électriques produits par le groupe industriel (GISB ELECTRIC) à destination du Sénégal a été lancée mardi à Mostaganem par le ministre de l'Industrie Ahmed Zeghdar.

Attachée à son accord avec la Russie malgré les pressions de l'Occident

«Apolitique», l'Opep+ privilégie avant tout ses intérêts

Les treize pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs dix alliés hors Opep chapeautés par l'Arabie saoudite et la Russie, se réunissent aujourd'hui, en pleine envolée des cours de l'or noir pour discuter de leur nouvelle politique d'approvisionnement pour le mois de mai prochain.

■ Le ministre émirati de l'Energie Souhaïl el-Mazroui estime que «l'organisation pétrolière ne peut pas être contrainte d'expulser certains de ses partenaires, car cela entraînerait une hausse des cours du pétrole». (Photo : D.R)

Leur stratégie ne devrait, toutefois, pas changer ou différer de leurs objectifs initiaux fixés au mois de juillet 2021, malgré les appels des pays du G7 des pays producteurs des hydrocarbures à augmenter leurs livraisons pour dissiper la fébrilité des marchés du pétrole et du gaz. Le cartel élargi, Opep+, reste indifférent face aux appels des Occidentaux, réaffirmant l'attachement de tous les pays signataires de la Déclaration de coopération en 2016 à l'accord Opep+ signé avec la Russie et validé par les autres partenaires.

Les 23 alliés sont plus que jamais soudés face à la guerre en Ukraine et refusent fermement de renoncer à leur stratégie de production approuvée en juillet 2021, évoquant la culture « apolitique» de l'Opep. Une solidarité qui déplaît aux Etats-Unis et aux Européens qui tentent depuis des semaines de faire pression sur les pays producteurs de pétrole du Golfe (Arabie saoudite, Emirats Arabes Unis, le Koweit) ainsi que sur les pays de l'Afrique du Nord (Algérie) pour revoir leur niveau de production afin de calmer la flambée des cours du pétrole et soutenir le marché de l'énergie européen, en souffrance. Ce qui ne semble pas figurer parmi les priorités du cartel qui préfère rester prudent et maintenir ses objectifs déjà existants visant à stabiliser le marché pétrolier qui fait face depuis des années à d'importants problèmes structurels.

L'objectif de l'Alliance scellée en 2016 entre l'Arabie saoudite et la Russie est de limiter la production à 32 mbj et absorber le surplus du brut de pétrole qui a fait plonger les cours de l'or noir à 10 dollars. Une expérience périlleuse que les pays producteurs de pétrole refusent de revivre. Ce qui est légitime.

Lors du Sommet mondial des gouvernements à Dubaï, un forum sur la gouvernance mondiale, le ministre de l'Energie saoudien, Abdelaziz ben Salmane, a déclaré qu'»à l'Opep+, les discussions politiques restent sur le pas de la porte», réaffirmant ainsi l'attachement de son pays à l'accord Opep+ signé avec la Russie.

«La Russie produit 10% de la consommation mondiale de pétrole, et sa contribution est donc considérable», a-t-il souligné, assurant que « les prix du pétrole seraient plus volatiles si l'Opep+ n'existait pas». Ryad rejette ainsi de libérer les quotas de production du cartel pour freiner la volatilité des prix de l'or noir qui ont dépassé les 114 dollars, influencés par les annonces sceptiques de la Russie quant à la réduction de ses opérations militaires en Ukraine.

Une position unanime qu'ont aussi adoptée les autres pays membres du groupe informel Opep+, les Emirats Arabes Unis, l'Algérie, le Nigeria, le Venezuela, récemment sollicité par les Etats-Unis pour augmenter ses niveaux de production. De même pour l'Algérie qui a vu sa production grimper à un million b/j suite à la décision commune des pays Opep+, le 2 mars en cours, d'augmenter leur volume de production de 400.000 b/j. Un niveau de production que les pays membres de l'Opep+ ne peuvent atteindre sans la contribution de la Russie, selon le ministre de l'Energie émirati, Souhaïl el-Mazroui qui estimant que «l'organisation pétrolière ne peut pas être contrainte d'expulser certains de ses partenaires, car cela entraînerait une hausse des cours du pétrole».

Les Etats-Unis et les Européens souhaitent l'expulsion de la Russie de l'Alliance des pays producteurs de pétrole pour l'isoler totalement du reste du monde. Ce qui n'est pas de l'avis de ses alliés, producteurs de pétrole, qui mettent déjà en garde contre un embargo sur le pétrole et gaz russe qui fera sombrer le marché mondial de l'énergie. L'Europe est divisée sur la question et craint un choc pétrolier similaire à celui de 1973. Certes, un choc de demande présage des prix encore plus élevés, mais provoquera l'effondrement structurel du marché, encore fragile en raison de la crise sanitaire. La réunion de l'Opep+ aujourd'hui est décisive. Tous les regards sont tournés vers le sommet Opep+ qui devra décider du volume de production à adopter pour l'ensemble du cartel élargi pour le mois de mai. Les investisseurs ne cachent pas leur scepticisme, mais restent attentifs à tout éventuel revirement dans la position des pays membres de l'Opep.

Samira Takharboucht

Voir sur Internet
www.lnr.dz.com

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig :

«5 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures en 2021»

✍ **L'Algérie a dépassé les 5 milliards de dollars des exportations** hors hydrocarbures, d'après ce qu'a déclaré, avant-hier, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig. En marge de sa visite au Salon de la wilaya d'Alger des produits algériens exportés, au Palais des expositions, aux Pins maritimes à Alger, le ministre a révélé que le volume des exportations algériennes hors hydrocarbures était de 5,03 milliards de dollars en 2021. Le ministre Kamel Rezig a, d'ailleurs, révélé que son secteur était déterminé à atteindre l'objectif de 7 milliards de dollars fixé par le président de la République, et ce, par l'intensification des activités de promotion des produits algériens à l'intérieur du pays et à l'étranger. Il est à noter que le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, a interdit, lors du Conseil des ministres du 13 mars dernier, l'exportation des produits de large consommation importés par l'Algérie.

Deux semaines plus tard, dimanche dernier, lors d'une réunion du Conseil des ministres, le chef de l'Etat a instruit de «faire preuve de vigilance quant à la mise en œuvre rigoureuse des mesures d'interdiction de l'exportation des produits alimentaires de base». En l'absence d'une liste bien déterminée des produits alimentaires interdits à l'export, les Douanes algériennes ont fermé les vannes, et plusieurs produits sont bloqués au niveau des ports et des frontières. A ce propos, le président de l'Association des producteurs algériens de boissons (APAB), Ali Hamani, a indiqué, samedi dernier, que «des produits sont en souffrance au niveau des ports et des frontières, tels que les jus et les boissons gazeuses». Il a donné l'exemple de grandes quantités de boissons de marque «Ifri» toujours bloquées. «Même le navire qui devait acheminer la cargaison vers l'île Maurice est reparti vide», a-t-il indiqué. Interrogé lundi à ce sujet, le directeur général de la régulation et de l'organisation des activités commerciales au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, Sami Koli a indiqué que la décision d'interdire l'exportation de certains produits alimentaires dépendant de matières premières importées en devise n'était pas défavorable aux opérateurs économiques mais visait à préserver l'intérêt suprême du pays.

L'exécution de cette mesure constitue une contribution par les opérateurs à la lumière de la conjoncture mondiale difficile marquée par l'annonce par plusieurs pays de décisions d'interdire l'exportation des matières premières brutes ou les produits exportés à d'autres pays. De même qu'elle s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les pouvoirs publics pour fournir les produits de large consommation, a fait valoir l'intervenant, sur les ondes de la radio algérienne.

Djamila Sai

REPÈRE

APPO

Le rôle de l'Algérie dans le renforcement de la coopération mis en avant

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a reçu, mardi à Alger, le Secrétaire général (SG) de l'Organisation Africaine des Pays Producteurs de Pétrole (APPO), Omar Farouk Ibrahim, avec lequel il a évoqué le rôle de l'Algérie dans le renforcement de la coopération énergétique et technologique avec les Etats membres.

Dans une déclaration à la presse, à l'issue de la réunion, M. Arkab a dit avoir abordé, lors de la rencontre, «le rôle de l'Algérie dans la proposition des réformes que connaît l'APPO, au sein de laquelle elle joue un rôle prépondérant, concernant ses infrastructures et son développement technologique dans le domaine pétrolier».

Et de préciser qu'il sera procédé à l'échange d'expériences en matière de technologies, sur des thèmes importants pour le continent ainsi que sur le processus de développement de la production pétrolière, assurant que l'Algérie «jouera un rôle crucial au sein de l'Organisation pour atteindre avec les Etats africains de plus hauts niveaux en matière d'utilisation des technologies».

De son côté, M. Farouk Ibrahim a indiqué que la rencontre avait constitué «une grande opportunité pour évoquer le volet de la coopération en matière d'investissement énergétique en Afrique, et de passer en revue les efforts déployés en vue d'obtenir le financement nécessaire pour les pays africains et leur permettre de continuer à gérer leurs industries gazière et pétrolière».

L'APPO œuvre au maintien des taux de production de pétrole et de gaz notamment à l'heure où plusieurs pays s'orientent vers la transition énergétique, a souligné le SG de l'Organisation qui a relevé, par la même occasion, l'importance de «sortir de la dépendance aux pays étrangers en matière de technologies, d'expertise et de financement».

A noter que M. Farouk Ibrahim s'est rendu, lundi, à l'Institut algérien du pétrole (IAP) à Boumerdès, où il s'est enquis des programmes mis en place par le groupe Sonatrach au sein de cet établissement.

Algérie- Etats-Unis

Le secrétaire d'État américain, Anthony Blinken, à Alger

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a eu, hier, une séance de travail qualifiée de fructueuse avec le secrétaire d'État américain, Anthony Blinken, qui était arrivé plus tôt en visite à Alger.

La consolidation du partenariat bilatéral entre l'Algérie et les Etats-Unis a été au centre de ces pourparlers. Les entretiens ont porté sur les opportunités prometteuses de consolidation du partenariat bilatéral entre l'Algérie et les Etats-Unis d'Amérique, et les moyens de renforcer l'engagement à promouvoir la paix et la stabilité aux niveaux régional et international conformément aux valeurs et intérêts communs, a précisé Ramtane Lamamra dans un tweet. Les discussions ont été élargies, par la suite, aux délégations des deux pays.

A. Blinken a pris part à l'inauguration officielle du pavillon américain de la Foire internationale d'Alger, dans laquelle les États-Unis sont l'invité d'honneur. (Ph. : D.R)

Pour le secrétaire d'État américain les partenariats économiques contribueront à renforcer les relations entre l'Algérie et les Etats-Unis. Il a rappelé qu'en 2020, les échanges commerciaux entre l'Algérie et les Etats-Unis étaient de 1,2 milliard de dollars pour connaître ensuite, en 2021, un accroissement qui les a portés à 2,6 milliards de dollars et pour le seul mois de janvier de cette année, ils ont atteint les 331 millions de dollars. Le renforcement du partenariat économique entre les entreprises algériennes et américaines dans les domaines des énergies renouvelables, les technologies et d'autres, et les voies pour attirer plus d'investissements américains vers l'Algérie, devaient être abordés par le chef de la diplomatie américaine lors de sa rencontre avec le Président Abdelmadjid Tebboune.

Antony Blinken a pris part à l'inauguration officielle du pavillon américain de la Foire internationale d'Alger, dans laquelle les États-Unis sont l'invité d'honneur. Il estime que les relations bilatérales pourront être plus importantes qu'elles ne le sont. Au cours de sa visite à Alger, le secrétaire d'État américain devait rencontrer des représentants d'entreprises américaines en Algérie «pour discuter de l'approfondissement des liens économiques et de la promotion du commerce et des investissements entre les États-Unis et l'Algérie».

A son arrivée à l'aéroport d'Alger, Antony Blinken a été reçu par de hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger et par l'ambassadrice des Etats-Unis à Alger. Pour rappel, cette visite intervient après celle effectuée par la sous-secrétaire d'Etat américaine, Wendy Sherman qui avait, à cette occasion, souligné que «les relations qu'entretiennent les Etats-Unis avec l'Algérie sont larges et profondes et nous aspirons à poursuivre le renforcement de notre coopération économique, ainsi que dans le domaine sécuritaire et de l'énergie propre et bien d'autres domaines».

La Sous-secrétaire d'Etat américaine avait mis en avant la volonté des deux pays d'«accroître leur coopération commerciale et économique» et «approfondir davantage leurs relations».

Dans ce sens, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations Kamel Rezig a reçu, ce lundi, l'ambassadrice des Etats-Unis à Alger, Elizabeth Moore Aubin, avec laquelle il a évoqué les moyens de promouvoir les relations commerciales bilatérales.

Kamel Rezig a discuté, lors de cette rencontre, avec l'ambassadrice américaine, «des moyens de promouvoir les relations commerciales bilatérales et des mécanismes de les hisser, au mieux des intérêts communs». Il a également évoqué l'attractivité du marché algérien en termes d'incitations dont peuvent bénéficier les investisseurs.

Lakhdar A.

BRÈVE

Ministère de l'Education nationale

Horaires des cours durant le Ramadhan

Le ministère de l'Education nationale a annoncé mardi les nouveaux horaires des cours dans les établissements éducatifs durant le mois de Ramadhan.

Conformément à la note de la Direction générale de la Fonction publique et de la réforme administrative, les horaires des cours sont fixés de 7h00 à 14h00 pour les wilayas d'Adrar, Laghouat, Biskra, Béchar, Tamanrasset, Ouargla, Illizi, Tindouf, El-Oued, Ghardaïa, Timimoune, Bordj Badji Mokhtar, Ouled Djellal, Béni Abbès, In Salah, In Guezzam, Touggourt, Djanet, El-Meghaier et El-Menia.

Dans les autres wilayas du pays, les horaires des cours sont fixés de 8h30 à 15h30. Pour ce qui est de l'enseignement primaire dans les écoles à vacation unique, la durée des cours le matin et l'après-midi sera réduite de trente (30) minutes, avec une pause de quinze (15) minutes la matinée. A noter qu'une pause d'une heure et quarante-cinq minutes (01H45) sera observée entre la période du matin et celle de l'après-midi. Quant aux écoles primaires à double vacation, la durée des cours du matin et de l'après-midi sera réduite d'une heure, avec une pause de quinze (15) minutes et un interval de trente (30) minutes. Selon le ministère de l'Education nationale, toutes les activités programmées seront dispensées en adaptant leur durée en fonction du temps imparti. Dans les deux cycles moyen et secondaire, la séance pédagogique d'une heure sera réduite de quinze (15) minutes, avec une pause de 15 minutes entre les cours du matin et de l'après-midi.

Agence

Omra 2022

Feu vert pour 130 agences de tourisme

130 agences de tourisme ont bénéficié des licences qui leurs accordent le droit d'organiser le transport des pèlerins algériens pour faire le rituel de la Omra avec des prix qui ne peuvent pas êtres dépassés ou faisaient l'objet d'un plafonnement, c'est ce qu'a annoncé hier le directeur général de l'Office National de Pèlerinage et de la Omra sur les ondes de la Chaîne I de la Radio nationale.

Ahmed Slimani a expliqué que pour cette année, son département a choisi de mettre en place une plateforme numérique au profit des agences de tourisme, pour que ces dernières s'organisent mieux en s'inscrivant à ladite plate-forme numérique pour la sélection. Ahmed Slimani a indiqué qu'«en moins de 48 heures après le lancement des procédures de candidatures des agences au niveau de la plateforme numérique d'organisation du rituel de la Omra pour la saison 2022 correspondant à 1443 AH, plus de 410 agences étaient enregistrées sur le portail numérique, et jusqu'à mardi passé, 130 agences de tourisme ont été autorisées à mener des activités de Omra pour cette saison», notant que «le processus s'est poursuivit jusqu'à hier mercredi».

Slimani a salué la décision des hautes autorités du pays de rouvrir l'activité Omra après une interruption de plus de deux ans en raison de la pandémie de Coronavirus, soutenant cet engagement en déclarant : «L'amélioration de la situation épidémiologique en Algérie et dans les Lieux Saints et la levée des restrictions imposées par la pandémie dans les Deux Saintes Mosquées, ont incité les autorités à rouvrir l'activité de la Omra sur recommandation du président de la République, Abdelmadjid Tebboune». D'autre part, le DG de l'Office du Hadj et de la Omra a indiqué que «l'Office national du Hadj et de la Omra est toujours soucieux d'assurer l'amélioration du parrainage et de la fourniture de services aux pèlerins à travers le cahier des charges qui contrôle ce processus», rassure-t-il avant d'ajouter qu'«il contrôle également les droits et devoirs des organismes et des pèlerins à travers les contrats conclus entre les deux parties en la matière afin d'assurer le déroulement du rituel de la Omra dans les meilleures conditions conformément au référentiel religieux national et dans le respect du protocole sanitaire qui doit être suivi ici dans la Patrie et dans les Lieux Saints». Abordant le sujet sur le coût de la Omra pour cette année, le Directeur générale de l'Office du Hadj et de la Omra a précisé qu'elle est variable selon les choix des pèlerins algériens. «Elle ne peut pas être couverte et qu'elle est soumise aux souhaits et demandes du pèlerin selon plusieurs critères et fondements, similaires à la classification des hôtels et à leur localisation dans le Haram, outre les prestations supplémentaires demandées par le pèlerin, la qualité des chambres et la période qu'il passera dans les Lieux Saints, qui coïncidera avec le mois sacré avec en plus des frais de transport», dira Ahmed Slimani.

S. Abi

ACCORDS

Coopération universitaire :

«Plus de 75 accords internationaux signés»

Plus de 75 accords internationaux ont été signés entre les universités algériennes, notamment durant la pandémie, et des universités de la Tunisie, Mauritanie, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Allemagne, Qatar ou encore le Japon, d'après ce qu'a déclaré, hier, le directeur de la coopération au ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Arezki Saïdani.

En marge de son passage dans l'émission «L'invité de la rédaction» sur les ondes de la Radio algérienne de la Chaîne III, le responsable du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a indiqué que son département «multiplie les accords de coopération à l'international», annonçant que «plus de 75 accords ont été signés, notamment durant la pandémie». Selon lui, «l'Université algérienne s'ouvre, de plus en plus, à l'étranger», et ce, pour l'objectif de «moderniser l'enseignement et développer la recherche». Cette redynamisation de la coopération obéit, d'après l'intervention, à «la volonté du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a appelé l'Université à s'ouvrir aussi bien sur son environnement national qu'international». Pour mettre en œuvre cette orientation, ce département ministériel vise plusieurs objectifs. En premier lieu : «Améliorer la qualité de la formation et sa pertinence pour que l'Université algérienne puisse former des cadres qui disposent des compétences scientifiques, techniques et managériales, capables de s'insérer dans le secteur socio-économique et de s'adapter aux évolutions du marché du travail, qui devient de plus en plus complexe», a-t-il détaillé. En second lieu, il s'agit de renforcer la recherche scientifique. Pour le responsable de la coopération, il faut appliquer la recherche à tous les domaines. «La recherche fondamentale conjuguée à la recherche industrielle, constituent le vecteur essentiel pour promouvoir la recherche et trouver des solutions pratiques dans les domaines industriel, agricole ou autre.» Selon lui, «le défi face à la mondialisation, c'est l'indépendance économique.» L'Algérie multiplie également les accords inter-universitaires, qui lient les Universités algériennes à des universités étrangères. «Le MESRS compte 1.098 conventions inter-universitaires internationales, auxquelles s'ajoutent 678 conventions en cours d'études», a annoncé Arezki Saïdani. «Un chiffre impressionnant», commente-t-il, auquel s'ajoutent les quelques 3.000 manifestations scientifiques internationales organisées chaque année par le MESRS. Ce programme a été chamboulé par la pandémie. Pour autant, «le MESRS a pu en organiser 334, en partenariat avec 107 pays et avec la participation de 2.384 enseignants-chercheurs étrangers», a précisé le directeur de la coopération.

Djamila Sai

L'expert et auditeur chez AFNOR, Salah-Eddine Helali à La Nouvelle République :

«L'audit énergétique, une étape primordiale dans toute initiative d'efficacité énergétique»

Au-delà de l'urgence de la situation climatique, la réduction de la consommation de l'énergie est devenue une obligation en raison de la rareté des sources énergétiques primaire avec le temps. L'instabilité des prix et la forte demande induite par la croissance économique mondiale sont l'une des raisons qui incitent d'aller vers la maîtrise de la consommation.

A cet effet, l'Algérie a adopté un programme des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique qui s'étale à l'horizon de 2030. Ce programme affiche la volonté de l'Algérie de préserver les ressources du pays et optimiser leurs utilisations. Cependant, une démarche globale d'analyse et d'optimisation de l'énergie, effectuée à travers la réalisation d'un audit énergétique est le moyen le plus rapide pour réduire et maîtriser la consommation de l'énergie.

L'expert et auditeur chez AFNOR, Salah-Eddine Helali. (Photo : DR)

La Nouvelle République : Quelle est l'importance de l'audit énergétique dans le processus de la réalisation de l'efficacité énergétique ?

En réponse à cette question, l'expert et auditeur chez AFNOR, Salah-Eddine Helali, a indiqué, lors d'un entretien accordé à La Nouvelle République, que l'audit énergétique doit être considéré comme la première étape de toute initiative d'efficacité énergétique, car sans analyse et diagnostic énergétique d'une organisation, il n'est pas possible de proposer des solutions d'amélioration efficaces.

Cette étude énergétique permet d'analyser la situation énergétique de l'organisation et d'identifier les actions d'amélioration de la performance énergétique des installations et des équipements.

Ainsi, l'amélioration de la performance énergétique des usages énergétiques passe d'abord par la réduction des consommations énergétiques en éliminant les gaspillages et en analysant les besoins réels. Puis, on arrive à l'amélioration des usages énergétiques en améliorant les rendements ainsi que l'amélioration de l'efficacité énergétique en agissant sur les facteurs d'influence.

Quand la réalisation d'un audit énergétique est obligatoire ?

Selon la réglementation en vigueur, notamment la loi n° 99-09 du 28 juillet 1999 et le Décret exécutif n° 05-495 du 26.12.2005 relatif à l'audit énergétique des établissements grands consommateurs d'énergies, la réalisation d'un audit énergétique périodique est obligatoire pour les organismes dont la consommation énergétique annuelle dépasse un certain seuil : 2.000 Tonne Equivalent Pétrole (TEP) pour l'industrie, 1.000 TEP pour le transport et 500 TEP pour le tertiaire.

«Sont soumis à l'obligation d'audit énergétique tous les établissements industriels, de transport et du tertiaire, quelles que soient leur nature juridique ou leur activité dès lors que leur consommation annuelle d'énergie atteigne les seuils fixés aux articles 11, 12 et 13», stipule l'article n° 10 du Décret exécutif cité ci-dessus.

Quels sont les secteurs à forte consommation d'énergie ?

Selon le bilan énergétique national de 2019, les consommations énergétiques se répartissent comme suit : l'industrie représente 23% de la consommation d'énergie finale, les bâtiments (ménages et autres) représentent 47% de la consommation d'énergie finale et le transport représente 30%.

Combien peut-on économiser à travers la réalisation d'un audit énergétique ?

Les actions issues d'un audit énergétique permettent aux organisations de réaliser des gains financiers directs en adaptant les contrats avec les fournisseurs d'énergie aux besoins réels, plus que des gains financiers indirects suite à l'amélioration des performances énergétiques. Les études démontrent qu'on peut atteindre un potentiel de réduction de 20% en éliminant les gaspillages. Ceci peut se réaliser en réduisant le talon énergétique des installations.

L'augmentation des prix de l'énergie est-elle envisageable ?

Les tendances mondiales démontrent que les prix de l'énergie sont en constante augmentation. En Algérie, durant les deux dernières décennies, l'énergie a enregistré deux augmentations : la première en décembre 2005 et la deuxième en janvier 2016.

Quelle est l'influence de l'audit énergétique sur le comportement du consommateur ?

L'audit énergétique permet aux consommateurs de découvrir les gisements d'économie d'énergie ainsi que les coûts associés. Ce qui induit la modification du comportement du consommateur pour l'atteinte des réductions identifiées.

Par ailleurs, les premiers audits énergétiques en Algérie ont été réalisés par l'APRUE depuis la publication du Décret exécutif n° 05-495 du 26.12.2005.

A noter également que toute infraction aux dispositions du présent décret est sanctionnée conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, notamment aux articles 45 et 50 de la loi n° 99-09 du 28 juillet 1999, sus-visée.

«Les établissements soumis à l'obligation de l'audit énergétique et qui ne s'y conforment pas dans un délai de six mois, à compter de la date qui leur sera notifiée, sont passibles d'une amende équivalente au double du coût de l'audit».

«Ces établissements restent soumis à l'obligation de l'audit et un bureau d'audit sera désigné obligatoirement pour réaliser l'audit auprès de l'établissement concerné», stipule l'article n° 45 de la loi.

Entretien réalisé par Manel Zemoui

Vote de texte de loi, dépenses publiques et comptes spéciaux

Abderrahmane Raouya rassurant devant les sénateurs

Les lacunes liées à la gestion des finances publiques qu'avaient entraînées, durant les années passées, un manque de maturation des projets, une lenteur des procédures organisationnelles relative au foncier, des obstacles d'expropriation, une lenteur des procédures d'approbation des marchés publics, une volatilité des taux de change, des retards considérables dans la réalisation des projets, et une réévaluation des coûts supplémentaires. Ces lacunes seront ajustées à partir du 1er janvier 2023, date de l'entrée en vigueur de la loi organique des lois des Finances.

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya a été confronté, mardi passé à Alger, aux questions des membres du Conseil de la Nation, lors d'une séance plénière présidée par Salah Goudjil, président du Conseil de la Nation, consacrée au débat et au vote du texte de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2019. Devant les sénateurs, le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a rassuré que «cette mesure qui s'inscrit dans le cadre de la réforme du budget général, permettra d'améliorer la gouvernance et assurera une meilleure maîtrise des recettes et des dépenses publiques». Sur ce plan, le ministre a réaffirmé que son département a procédé à la réduction du nombre des comptes d'affectation spéciale, passant de 73 comptes en 2010, à 54 comptes en 2019, et que 11 sur les 54 comptes d'affectation spéciale restants seraient également clôturés avant la fin de l'année 2022.

Répondant aux sénateurs sur les causes des retards du lancement des projets inscrits au titre du budget, le ministre des Finances a affirmé que le Décret exécutif n° 20-403 du 26 décembre 2020 fixant les conditions de maturation et d'inscription des programmes, constituera une solution à ce problème, d'autant que son application sera entamée avec l'entrée en vigueur de la loi organique des lois des Finances, à partir du 1er janvier 2023.

Abderrahmane Raouya a noté que ce prochain texte bâtira une nouvelle méthode de gestion des finances publiques et combattra la situation actuelle que traversent les projets ayant accusé un grand retard dans leur lancement, ce qui entraîne souvent leur réévaluation, et, partant, des coûts supplémentaires».

Par ailleurs, le ministre a fait état, devant les membres du Conseil de la Nation, d'un développement positif en matière de recettes fiscales. Relevant le suivi de l'utilisation rationnelle des ressources conventionnelles à travers les chiffres avancés par Abderrahmane Raouya, le montant de la fiscalité ordinaire est passé de 1.179 milliard de dinars en 2008 à 4.076 milliards de dinars en 2019, soit une augmentation de 246% sur une période de 12 ans, ce qui a mené à l'augmentation de la part représentant la fiscalité ordinaire au titre de la fiscalité globale de 41 à plus de 61%.

Sofiane Abi

PARTENARIATS

Energies renouvelables et efficacité énergétique

Vers la conclusion de partenariats gagnant-gagnant entre l'Algérie et l'Allemagne

L'Algérie et l'Allemagne ont réitéré leur engagement à renforcer la coopération bilatérale dans le domaine des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique à travers, a indiqué, avant-hier mardi, un communiqué du ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, la conclusion de partenariats gagnant-gagnant, au regard du potentiel algérien et du savoir-faire allemand dans ce domaine. «Le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, le professeur Benattou Ziane, s'est entretenu, avec le Vice-Chancelier allemand et ministre de l'Economie et de la Protection du climat, Robert Habeck, avec lequel il a évoqué la coopération bilatérale notamment dans le domaine des énergies renouvelables (EnR)», lit-on à travers ce communiqué.

Lors de cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre de la participation de l'Algérie à la 8ème édition de la Conférence de Berlin en Allemagne (BETD 2022), sur la transition énergétique, prévue avant-hier mardi et hier mercredi, les deux parties, a précisé la même source, ont passé en revue l'état et les perspectives de la coopération bilatérale dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Evoquant la réalisation du projet photovoltaïque «Solar1000 MW», le premier projet algérien dans le cadre du programme national de développement des énergies renouvelables d'une capacité totale de 15.000 MW à l'horizon 2035, le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables a exprimé le souhait de voir les entreprises allemandes y participer en force.

Mettant en exergue le caractère stratégique de la coopération algéro-allemande dans le domaine des énergies renouvelables et de la transition énergétique, le Vice-Chancelier allemand et ministre de l'Economie et de la Protection du climat, a, pour sa part, appelé à l'élargissement de cette coopération à de nouveaux domaines comme celui de l'hydrogène vert.

Pour la présente édition de cette conférence tenue sous le thème «La transition énergétique : de l'ambition à l'action», les organisateurs ont prévu des discussions et des échanges sur les mesures nécessaires afin d'atteindre les objectifs climatiques ainsi que l'adaptation des nouvelles approches pour faire réussir la transition énergétique.

La conférence sur le Dialogue de Berlin sur la transition énergétique, un événement annuel de haut niveau, organisé et soutenu par le Gouvernement fédéral allemand avec la Fédération allemande des énergies renouvelables (BEE), l'Association solaire allemande (BSW-Solar), l'Agence allemande de l'énergie (DENA) et Eclareon, a fait savoir la même source, des experts et politiciens de haut niveau, relevant des domaines de l'énergie, de la transition énergétique, de l'industrie de l'environnement et de la recherche scientifique.

Rabah Mokhtari

INFO EXPRESS

Ramadhan

La nuit du doute prévue vendredi 1er avril

La nuit du doute pour la détermination du premier jour du mois de Ramadhan 1443 de l'hégire aura lieu vendredi 1er avril 2022 au soir, a annoncé le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs dans un communiqué.
La Commission nationale d'observation du croissant lunaire se réunira vendredi soir à Dar El-Imam Sidi Abderrahmane At-Thaâlibi, à Mohammadia (Alger), à l'occasion de la nuit du doute pour déterminer le premier jour du mois de Ramadhan 1443, a précisé le communiqué.
Une conférence spéciale sera organisée à cette occasion et sera retransmise par les médias, selon la même source. ■

Santé

La DGSN lance une campagne de don de sang

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a lancé, mardi au niveau du Centre médico-social de la Sûreté nationale «Omar Haraigue» (Alger), une opération de don de sang qui devrait se poursuivre jusqu'au 31 mars en cours, en vue de pourvoir aux besoins des hôpitaux en cette substance vitale, indique un communiqué des services de la DGSN.
Organisée en coordination avec l'Agence nationale du sang (ANS) et la Fédération algérienne des donneurs de sang (FADS) à l'occasion de la célébration de la Journée maghrébine de don de sang, cette opération visant à pourvoir aux besoins des hôpitaux en cette substance vitale, sera généralisée à tous les sièges de la Sûreté nationale au niveau national, note la même source.
La DGSN a mobilisé, à cet effet, en coordination avec les instances concernées, tous les moyens matériels nécessaires ainsi que des équipes médicales et paramédicales relevant de la Sûreté nationale pour assurer le bon déroulement de cette opération, ajoute le communiqué.■

Genève

L'Algérie participe aux travaux de la session 2022 du Conseil de l'UIT

L'Algérie, représentée par une importante délégation du secteur de la Poste et des Télécommunications, conduite par le secrétaire général du ministère, Abderrazak Henni, participe aux travaux de la session 2022 du Conseil de l'Union internationale des télécommunications (UIT) tenue à Genève, en Suisse, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère.

Dans son intervention aux travaux de cette session tenue du 21 au 31 mars, M. Henni a passé en revue les activités et les contributions de l'Algérie au sein des structures de cette organisation onusienne spécialisée dans le domaine des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication, en tant que membre actif depuis son adhésion en 1965.
S'exprimant sur les axes et les priorités de l'approche algérienne visant à «développer le secteur des télécommunications et à généraliser les usages des technologies numériques afin de favoriser l'intégration des citoyens dans la société de l'information et l'économie de la connaissance», il a précisé que l'Algérie «mobilise ses énergies humaines et ses ressources matérielles pour renforcer et sécuriser le réseau national des télécommunications», et travaille à l'élaboration de législations et de réglementations «en adéquation avec les nouveaux développements pour promouvoir l'investissement dans ce domaine économique vital», a indiqué le communiqué.
Il est à noter que l'ordre du jour de cette session s'articule autour de «la politique et la stratégie de planification, à la lumière de l'examen des rapports d'activités des équipes de travail». Le débat portera également sur «la préparation des prochains rendez-vous de l'Union, à l'instar de la Conférence de plénipotentiaires de 2022, la Conférence mondiale des radiocommunications (CMR) pour 2023 et l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (ANMT) prévue en 2024.
Dans le même contexte, l'Algérie a officiellement posé sa candidature pour renouveler son adhésion au Conseil de l'UIT, pour la période (2023-2026), en prévision de la Conférence de plénipotentiaires qui se tiendra à Bucarest (Roumanie) entre le 26 septembre et le 14 octobre 2022.

Affaires religieuses

Levée des mesures de distanciation pendant l'accomplissement de la prière

Le ministère des Affaires religieuses et des wakfs a décidé de lever les mesures de distanciation pendant l'accomplissement de la prière et renouer avec «la prière ordinaire», et ce, au regard de «l'amélioration notable» de la situation sanitaire relative au Coronavirus que l'Algérie a connue.
«Au regard de l'amélioration notable de la situation sanitaire et suite à la réunion de coordination et de concertation avec le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, la commission ministérielle de la fatwa a appelé à l'allègement des mesures préventives relatives aux mosquées, en adéquation avec les nouveautés sanitaires, tout en maintenant un degré requis de précautions appropriées à la situation actuelle», a indiqué mardi un communiqué du ministère.
Toutefois, le ministère évoque «l'éventualité de renouer avec l'application de tous les dispositifs sanitaires préventifs, si d'autres développements sur la situation épidémiologique surviennent».
Le ministère a également décidé d'ouvrir les salles de prière réservées aux femmes, les bibliothèques dans les mosquées et de reprendre les «Dourous» hebdomadaires, les «Halaqat» d'enseignement, ainsi que l'activité scientifique et éducative des «Mourchidate» et des enseignants du Coran, avec «la poursuite par les imams de l'allègement des prières, des prêches et des Dourous».
La commission de la fatwa a, en outre, mis l'accent sur la nécessité de poursuivre la prise de certaines mesures préventives, comme le port du masque et le respect de l'hygiène et de la stérilisation, relevant que le virus «existe toujours et que la précaution est doit être de mise».■

Médiateur de la République

Concours pour la création d'une plate-forme numérique pour recueillir les préoccupations des citoyens

Le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up a annoncé lundi dans un communiqué l'organisation d'un concours national pour la création d'une plate-forme numérique pour recueillir et traiter les préoccupations des citoyens destinées au Médiateur de la République. Cette première initiative du genre en Algérie, placée sous le haut patronage du Président de la République, mettra à contribution les start-up, les clubs scientifiques et les acteurs du numérique qui proposeront les meilleures solutions intelligentes pour la création de la plate-forme. Selon la même source, cette plateforme permettra de réduire les entraves bureaucratiques et d'améliorer le rendement de l'administration au service des intérêts des citoyens.
Le ministère délégué invite les personnes intéressées par ce concours à visiter le site dédié à ce dernier à l'adresse (https://www.cirm.gov.dz) pour prendre connaissance des détails techniques de la plateforme et des conditions de participation.■

INFO EXPRESS

Industrie pharmaceutique

Le laboratoire El Kendi ambitionne d'exporter pour 5 millions de dollars à l'horizon 2026

Le laboratoire pharmaceutique El Kendi, filiale de MS Pharma, ambitionne d'exporter pour 5 millions de dollars à l'horizon 2026, a indiqué son directeur général Sofiane Achi. Cet objectif qui sera atteint «progressivement», souligne M. Achi, précisant que ces exportations démarreront vers la fin de l'année 2022.
Intervenant à l'occasion d'une conférence organisée par El Kendi sur les exportations et le développement du marché pharmaceutique en Algérie, M. Achi a expliqué que son laboratoire considère l'exportation comme une phase «prioritaire» qui va commencer cette année avec des exportations vers la Mauritanie, avant de viser les marchés de l'Afrique de l'Ouest.
Ce laboratoire va exporter vers ces pays des médicaments à «forte demande», à l'instar des antalgiques et des antibiotiques et des médicaments de rhumatologie.Dans une seconde étape, El Kendi compte s'attaquer aux marchés du Moyen Orient.
Un plan «plus ambitieux» est en phase de maturation qui devrait permettre de «doubler» le chiffre d'affaire à l'export dans sept ans, basé sur de nouveaux investissements dans de nouvelles aires thérapeutiques, ajoute le directeur.
Invité à cette conférence, le président de l'Association nationale des exportateurs algériens (Anexal), Ali Bey Nasri, a estimé le chiffre d'affaire d'exportations algériennes de médicaments en 2021 de 4,5 millions de dollars.
Selon lui, 130 opérateurs dans le secteur sont en mesure d'exporter pour peu que l'Algérie ratifie des accords de reconnaissance mutuelle avec les pays ciblés afin de faciliter l'introduction des produits algériens sur ces marchés. ■

Guerre au Yémen

Un cessez-le-feu pour le Ramadhan

La coalition dirigée par l'Arabie Saoudite a annoncé ce 30 mars un cessez-le-feu, à la veille du début du mois de jeûne du Ramadhan, dans le conflit qui l'oppose aux rebelles yéménites houthis. Parallèlement, des pourparlers s'ouvrent à Riyad. La coalition dirigée par l'Arabie Saoudite, à laquelle participent les Emirats arabes unis, a annoncé à partir de ce 30 mars un cessez-le-feu dans le conflit qui l'oppose aux rebelles yéménites houthis, note RT.

Cessez-le-feu à l'occasion du Ramadhan au Yémen.

«La coalition annonce par la présente l'arrêt des opérations militaires au Yémen à partir de 6h (3h GMT) mercredi 30 mars 2022», a-t-elle indiqué dans un communiqué publié dans la soirée du 29 mars par l'agence de presse saoudienne. Ce cessez-le-feu «coïncide avec le début de consultations entre Yéménites, dans le but de créer les conditions propices à leur succès et un environnement favorable pour le mois sacré du Ramadhan pour faire la paix».

«Je suis très reconnaissant du soutien unanime exprimé à l'égard des efforts des Nations unies pour une désescalade immédiate et un règlement politique du conflit», avait tweeté, avant l'annonce du cessez-le-feu, l'émissaire de l'ONU pour le Yémen, Hans Grundberg. Les rebelles houthis, après avoir mené 16 attaques contre le royaume le 25 mars, avaient annoncé le lendemain une trêve unilatérale de trois jours.

Soutenus par l'Iran, ils ont proposé de rendre cette trêve permanente si Riyad lève le «blocus» sur le Yémen, cesse ses raids aériens et retire ses forces du pays en guerre depuis 2014. La coalition internationale contrôle l'espace aérien et maritime du Yémen, et seuls les vols de l'ONU sont autorisés via l'aéroport de Sanaa.

Echange de prisonniers.

Le 29 mars, Riyad avait dit attendre des «mesures sérieuses» de la part des Houthis, notamment un échange de prisonniers, avant de se prononcer.

Les rebelles houthis avaient annoncé, le 27 mars au soir, un accord portant sur la libération de 1 400 prisonniers détenus par le gouvernement, contre 823 détenus sous leur garde, parmi lesquels 16 Saoudiens, trois Soudanais et le frère du président yéménite, Abd Rabbo Mansour Hadi.

«Un accord d'échange de prisonniers a été conclu par le biais des Nations unies», avait tweeté le représentant des Houthis, Abdelkader Al-Mourtada.

Le responsable de ce dossier côté gouvernemental, Hadi Haig, avait toutefois précisé sur Twitter que l'accord était «encore à l'étude». Le dernier échange de prisonniers avait permis la libération d'un millier de personnes en octobre 2020. ■

Situation internationale

La Russie évoque un nouvel ordre mondial

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a annoncé mercredi un ordre mondial plus «juste» en partenariat avec la Chine, lors de sa première visite dans ce pays depuis l'opération de l'Ukraine.

«Nous vivons une étape très sérieuse dans l'histoire des relations internationales», a déclaré le chef de la diplomatie du Kremlin, au début d'un entretien bilatéral avec son homologue chinois, Wang Yi.

«Je suis convaincu qu'à l'issue de cette étape, la situation internationale sera nettement plus claire, et que nous, ensemble avec vous, et avec nos partisans, nous dirigerons vers un ordre mondial multipolaire, juste, démocratique», a-t-il lancé au ministre chinois.

Pékin, qui partage avec Moscou une hostilité affichée envers les Etats-Unis, s'est depuis le 24 février refusé à condamner l'invasion russe de l'Ukraine, préférant dénoncer les sanctions occidentales contre la Russie.

Début mars, Wang Yi a même salué une amitié «solide comme un roc» avec Moscou, et défendu les préoccupations «raisonnables» de la Russie pour sa sécurité.

Quelques semaines avant la guerre en Ukraine, le Président russe Vladimir Poutine avait été chaleureusement reçu par son homologue chinois Xi Jinping à Pékin. Les deux pays avaient alors célébré une amitié «sans limites» et dénoncé «l'extension» de l'Otan. Sergueï Lavrov est en Chine pour une réunion de deux jours consacrée non pas à l'Ukraine mais à l'Afghanistan, durant laquelle il devrait côtoyer un diplomate américain.

La réunion, organisée à Tunxi (est), rassemble sept pays voisins de l'Afghanistan : outre la Russie et la Chine, elle regroupe le Pakistan, l'Iran, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan.

Le chef de la diplomatie des talibans au pouvoir à Kaboul, Amir Khan Muttaqi, est également attendu, selon l'agence Chine nouvelle.

Parallèlement doit se tenir une réunion d'un «mécanisme de consultation» sur l'Afghanistan, avec la participation de diplomates de Chine, de Russie, du Pakistan mais aussi des Etats-Unis, a annoncé Pékin.

Selon un porte-parole du département d'Etat américain, le représentant spécial de Washington pour l'Afghanistan, Tom West, doit assister à la réunion.

Ces réunions surviennent une semaine après une visite à Kaboul du ministre chinois des Affaires étrangères, pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir des fondamentalistes islamistes en août dernier.

La Chine partage une petite frontière de 76 kilomètres à très haute altitude avec l'Afghanistan. Pékin craint depuis longtemps que son voisin ne devienne une base de repli pour les séparatistes et islamistes de l'ethnie ouïghoure, majoritaire dans sa vaste région du Xinjiang (nord-ouest). ■

Ukraine

Le Kremlin exige que les «combattants nationalistes ukrainiens» doivent déposer les armes à Marioupol

Les Président français et russe ont de nouveau eu un échange téléphonique ce 29 mars, au sujet de la situation en Ukraine. Les deux chefs d'Etat ont notamment évoqué la situation dans la ville de Marioupol. A l'occasion d'un nouvel appel téléphonique entre Emmanuel Macron et Vladimir Poutine ce 29 mars, la situation dans la ville de Marioupol en proie aux combats dans le contexte d'offensive russe en Ukraine, a été évoquée : «Le Président russe a fourni les informations détaillées sur les mesures prises par les militaires russes visant à livrer de l'aide humanitaire urgente et à assurer des évacuations de civils en toute sécurité, en particulier depuis Marioupol. Il a été souligné que les combattants nationalistes ukrainiens devaient déposer les armes pour permettre la résolution de la crise humanitaire très grave dans la ville», rapporte un communiqué du Kremlin.

Selon Sergueï Lavrov, la France est le seul pays de l'UE à ne pas être «déjà soumis aux Américains». Plus tôt ce même jour, le Président français avait dit vouloir discuter avec son homologue russe «pour sécuriser» une opération humanitaire visant à secourir les habitants de Marioupol.

Le chef d'Etat avait précisé que son objectif était de la lancer «dans les tout prochains jours» et avait en outre accusé la Russie de «non-respect du droit humanitaire international».

Or, après l'entretien téléphonique entre Emmanuel Macron et Vladimir Poutine de cet après-midi, l'Elysée a fait savoir que les conditions pour lancer cette opération dans les prochains jours n'étaient «pas réunies à ce stade».

Vladimir Poutine affirme également l'Elysée, a dit à Emmanuel Macron «qu'il allait «réfléchir» au sujet de cette opération d'évacuation (proposée par la France, la Turquie et la Grèce) avant de donner une réponse.

Par ailleurs, la présidence française n'a pas souhaité commenter les résultats des pourparlers entre la Russie et l'Ukraine à Istanbul, qualifiées de «substantiels» par les négociateurs des deux camps. «Notre souhait est d'abord de nous coordonner avec les Ukrainiens», a précisé l'Elysée, note RT, en annonçant un prochain entretien entre Emmanuel Macron et Volodymyr Zelensky.

«Pour l'instant, la guerre continue [et] nos exigences restent les mêmes», dont celle d'un cessez-le-feu, a ajouté la présidence française. ■

Boumerdès

Ibazizene Boussad, le maître d'école n'est plus !

L'enseignement est sans aucun doute le plus beau métier du monde, et c'est loin d'être une affirmation gratuite. Cette assertion se fonde sur un certain nombre de constats : en plus d'être noble et prestigieux, l'enseignement confère à ceux qui l'exercent stabilité et constance.

De toute évidence, le fondement de la société est la transmission du savoir, transmission de la culture d'une génération à l'autre, chacun de nous garde en lui des souvenirs inoubliables de son cheikh et le rôle déterminant et irremplaçable de l'enseignant dans cette transmission qui n'est plus à démontrer, Que serait la société sans l'éducation ? Que serait l'éducation sans les enseignants ? Enseigner, c'est finalement rendre les hommes plus humains. Y a-t-il plus beau métier ? L'humain est la matière première car être enseignant est un privilège, ceci d'autant que la matière première dont nous parlons sont les enfants, généralement à un âge le plus malléable, bonne ou mauvaise, l'influence d'un enseignant peut s'imprimer pour la vie. Qu'ils soient ingénieurs, médecins, politiciens, journalistes, techniciens, économistes, policiers, gendarme, un homme d'Etat, ils doivent tous quelque chose à l'enseignant : qui de nous n'a pas gardé le souvenir d'un prof, d'un maître d'école, d'un instituteur et au rôle déterminant pour son avenir.

L'enseignant forge les destins, il perrenise la culture, le savoir, en réalité, l'enseignant c'est apprendre à apprendre, aider à devenir, c'est guider les hommes vers l'espérance, délivrer la société de pérénise de l'ignorance : enseigner c'est déraciner la barbarie, éradiquer la violence, c'est en même temps, former, informer et transformer.

Cela parait étrange mais c'est bel et bien vrai, les enseignants moulent le futur chaque jour dans leur classe, l'enseignant passe plus de temps avec les enfants que le font leurs parents. D'ailleurs, on les ignore complètement et c'est très grave, certains d'entre eux ont vieilli, d'autres ont pris de l'âge mais une chose est certaine, la chose qui leur fait mal est l'ingratitude de ceux qui hier étaient des élèves et occupent actuellement des postes très importants dans la vie sociale.

Il s'agit de L'Hadj Ali Lahmar, Ibazizène, Derriche Omar, Cheikh Messaoud, de Monsieur Bendiffalah, Djellout m'Hamed, de Djellouli Saïd, Agraniou Mohamed (Missoum), Yahia Tonkin, d'anciens enseignants instituteurs qui ont beaucoup donné à l'éducation certains ne font plus partie de monde tout en soulignant leur sacrifice pour le savoir, leur humanisme et leur nationalisme sachant que la plupart d'entre eux ont exercé tout au début du déclenchement de la guerre de Libération nationale, des instituteurs éducateurs très respectueux au point où les élèves ne pouvaient emprunter le même chemin qu'eux, éducation oblige. Il est bien loin le temps où les élèves considéraient l'instituteur comme un père de famille. N'a-t-on pas « Ana kada el moualimou ane yakouna rassoula», ce qui veut dire que l'instituteur aurait pu être un prophète étant donné que c'est un personnage dévoué à son métier, il inculque le savoir, les connaissances, la morale, l'éducation et surtout le respect. L'enseignement, c'est un métier passionnant et exigeant qui est celui de participer à la construction de la société en transmettant son savoir et en valorisant les compétences des élèves. «Je me rappellerais toujours de mon maître d'école qui m'avait dit un jour, écoute mon fils, tu es doué pour l'écriture, je suis sûr que tu deviendra plus tard sois journaliste, sois auteur, il avait raison», affirme un citoyen tout en ajoutant que dans son jeune âge, il avait failli ne pas continuer les études. D'ailleurs, il m'avait dit : «Tu n'es pas un âne à deux oreilles, tu as des qualités, il faut réviser et lire beaucoup.» D'ailleurs selon cet habitant, il pense que son maître d'école a été la source d'inspiration de sa réussite. La preuve des enseignants à l'image des Ahmed Amara, des Amellal, des Aiche, des frères Ibazizène, des Khoumeri, des Benkhamssa, et des centaines d'autres ne courent plus les rues sans oublier les enseignants français coopérants tels que Fortunato, Zimmerman, Serret, Arrigui , Mallouet, Blazi, Blatte, des enseignants qui ont laissé leurs empreintes, la plupart ne sont plus de ce monde mais rendons hommage à ceux qui restent tels que Ali lahmar, Omar Derridj, Cheikh Messaoud.

Ibazizene Boussad, un homme qui a fait des sacrifices pour l'Education Algérienne, il a formé des générations et inculqué le savoir dans les années post-indépendance à des éleves qui actuellement sont devenus des Ingénieurs, des médecins, des cadres au sein de l'Administration Algérienne et d'autres qui sont allés monnayer leurs connaissances en outre-mer.

On ne dira jamais assez sur ce personnage qui a marqué l'Ecole Algérienne par son savoir, son éducation, C'est un Instituteur chevronné de la vieille Ecole et un grand Educateur qui s'en va ! En parlant de lui, la boite à mémoire se réveille et se déclenche pour nous souvenir des Amara Ahmed, des Aiche, des Arbouz, des Benkhammsa, des Ali Lahmar, de Cheikh Messaoud, des Amellal, des personnes intégres qui ne sont plus de ce monde mais qui demeurent toujours vivantes dans notre esprit. Ibazizene Boussad plus connu par était un homme intégre, qui est venu lui et son frére belaid décedé recemment des fins fonds de la Grande Kabylie, plus précisément de Béni-Yenni, une ville réputée pour ses bijoux en argent pour occuper le poste d'enseignant dans le primaire-c'était un éducateur sympathique, ouvert et communicateur qui avait fait son cursus dans le domaine de l'éducation en passant par differentes étapes à savoir instituteur, puis directeur d'école et en dernier ressort responsable des cantines scolaires-Ibazizene Boussad avait de l'engagement au quotidien, il savait faire la part des choses, c'était un enseignant très compétent à l'écoute des éleves et des enseignants, il n'a ménagé aucun effort afin de répondre aux sollicitations des parents d'éléves à tout instant, car son souci était d'assurer de bonnes connaissances aux éleves, un quotidien en toute quiétude à tout un chacun. Selon les témoignages de ceux qui l'ont connus, Da Boussad était un homme jovial et au comportement exemplaire digne d'un enseignant, il fait partie du décor de l'éducation : c'est un personnage, un instituteur professionnel et un pére de famille exemplaire, c'est le peu que l'on puisse dire de lui. Que dire de lui si ce n'est qu'il est venu très jeune à Bordj-Ménaiel, une ville hospitaliére et accueillante et dont les habitants l'ont tout de suite adopté, ses enfants sont tous nés dans la ville des coquelicots, à samir cadre dans les domaines, boussad est originaire de Benni-Yenni certes, mais il est ancré dans la ville qui lui a ouvert les bras, il a beaucoup donné à la jeunesse de Bordj-Ménaiel et personne ne dira le contraire, la preuve il fallait voir tout ce beau monde parti de Bordj-Ménaiel, pour assister à son enterrement. Ibazizene Boussad est parti certes. «A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons». Nous adressons toutes nos condoléances à sa famille. Adieu cheikh!

Kouider Djouab

INFO EXPRESS

Batna

Premier camp national de l'entrepreneuriat et des start-ups dans les énergies renouvelables et l'environnement

Le premier camp national de printemps de l'entrepreneuriat et des startups dans les énergies renouvelables et l'environnement s'est ouvert, mardi, à l'Ecole nationale supérieure des énergies renouvelables, de l'environnement et du développement durable dans la commune de «Fesdis» dans la wilaya de Batna.

Pas moins de 25 clubs scientifiques représentant les Ecoles supérieures du pays participent à cette manifestation de deux jours organisée sous l'égide du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des Startups. La première journée de cette rencontre qui regroupe des chercheurs et des spécialistes dans les énergies renouvelables et l'environnement, des hommes d'affaires et des start-ups a été marquée par la communication du chercheur algérien et expert en intelligence artificielle, Mourad Bouache, également directeur central au sein de la Société «Intel» dans la Silicon Valley aux Etats-Unis d'Amérique et ancien ingénieur de programmation à «Yahoo».

M. Bouache a intitulé son intervention «De l'idée à la start-up» à travers laquelle il s'est adressé aux étudiants membres des clubs scientifiques présents au camp, leur prodiguant des conseils et des orientations pour réussir le parcours de création d'une start-up en se référant à son expérience dans la Silicon Valley.

«Ma présence aujourd'hui à cette manifestation scientifique vise à vous parler de la place de l'intelligence artificielle dans l'entrepreneuriat et à présenter des expériences de réussite de startups dans la Silicon Valley», a affirmé ce chercheur, soulignant que les étudiants algériens possèdent de grandes compétences et ont besoin d'experts pour les initier aux nouvelles technologies et les aider à concrétiser leurs projets.

Cette manifestation, «première du genre à Batna», vise à préparer les étudiants à se lancer dans le domaine des affaires, de l'entrepreneuriat et de l'économie de la connaissance, a indiqué de son côté la directrice de l'Ecole nationale supérieure des énergies renouvelables, de l'environnement et du développement durable, Pr. Leïla Mokhnache.

Ce camp national est une opportunité pour les jeunes chercheurs des Ecoles nationales supérieures et des universités du pays d'échanger leurs connaissances et tirer avantage des expériences des spécialistes dans ce domaine.

La rencontre comprend plusieurs interventions sur la valorisation des idées innovantes, les modalités de transformation de l'idée en projet et les étapes de création d'une micro-entreprise.

Djanet

L'aéroport baptisé du nom du chef de la résistance populaire Cheikh Amoud Ben el Mokhtar

L'aéroport «Tiska» dans la wilaya de Djanet a été baptisé, mardi, du nom du chef de la résistance populaire contre le colonisateur français dans le grand Sahara, Cheikh Amoud Ben el Mokhtar, sur décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

L'aéroport de Djanet a été baptisé du nom du chef de la résistance des Touaregs contre le colonisateur français dans le grand Sahara, le défunt Cheikh Amoud Ben el Mokhtar, sur décision du président Tebboune, a-t-on appris auprès du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit.

A cette occasion, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laid Rebiga, s'est déplacé à Djanet pour présenter, au nom du Président de la République, les condoléances à la famille de feue Imenan Rahma, fille du Cheikh Amoud Ben el Mokhtar, décédée lundi à l'âge de 96 ans.

Le Président de la République avait adressé lundi un message de condoléances et de compassion à la famille de la défunte.

«C'est avec des cœurs résignés devant la volonté d'Allah que nous avons appris le décès de Imenan Rahma, fille du résistant farouche, Cheikh Amoud Ben el Mokhtar, Chef de la résistance des Touaregs contre le colonialisme abject dans notre vaste Sahara», a écrit le Président Tebboune dans son message de condoléances.

«En cette pénible circonstance, je ne puis que prier Allah Le Tout-puissant d'accueillir la défunte en Son vaste paradis, auprès de son père Cheikh Amoud, de les compter parmi les fidèles et les chouhada et de vous prêter patience et réconfort», a conclu le Président de la République dans son message.

Relizane

La DCP multiplie ses interventions sur terrain pour garantir la stabilité des prix

Les services chargés de l'organisation commerciale, de la régulation et du contrôle des pratiques commerciales et de la répression des fraudes relevant de la direction du commerce de la wilaya de Relizane, ont procédé au suivi des opérations de déstockage des produits importés au niveau des chambres froides à Relizane, et l'observation du marché par la surveillance des prix pratiqués, contrôlant au passage les conditions de transport, de conservation et exposition des produits alimentaires.

Ce sont pas moins de quarante (40) équipes de contrôleurs de la direction du commerce, assistées des services de sécurité qui ont mené une campagne, depuis hier, dans toutes les trente-huit communes que compte la wilaya pour contrôler les prix, au niveau des magasins d'alimentation général ou dans les marchés de fruits et légumes. Notre source de la direction du commerce contactée par nos soins a affirmé que les sanctions seront sévères contre les contrevenants pouvant aller jusqu'à la fermeture du local, elles seront infligées à quiconque s'adonne à la spéculation, car la hausse des prix des produits met en difficulté les consommateurs à faibles revenus.

N.Malik

Ghardaïa

Création prochaine d'une agence nationale du foncier touristique

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hamadi, a annoncé mardi à Ghardaïa «la création prochaine d'une agence nationale du foncier touristique».

«Cette agence de gestion du foncier dédiée au tourisme prendra en charge les contraintes qui entravent les efforts de la mise en valeur des sites touristiques et contribuera à la gestion rationnelle de l'espace touristique, sa revalorisation et la réduction des impacts négatifs de l'urbanisation galopante», a indiqué M. Hamadi lors de sa visite de travail dans la région .

«Cette structure sera également chargé de l'accompagnement et d'appui à l'investissement touristique», a-t-il précisé, avant d'annoncer le «lancement prochain d'une opération d'assainissement du foncier dédiée au tourisme». «La région de Ghardaïa est en train de retrouver ses lettres de noblesse en matière de tourisme d'affaires, de culture, de découverte», a soutenu le ministre M. Hamadi, avant d'appeler tous les professionnels du tourisme à prendre part aux projets essentiels inscrits au programme d'action du gouvernement visant à faire, a-t-il dit «du secteur du tourisme un moteur de développement économique, de richesse et de création d'emplois». «Il est temps d'œuvrer à impulser une nouvelle dynamique pour le développement du tourisme et de l'artisanat par la promotion de la destination «Algérie dans sa diversité» ainsi que ses produits artisanaux, particulièrement le tapis», a ajouté le premier responsable du secteur.

Accompagné des autorités de la wilaya, le ministre a visité les souks de Beni Izguen et Ghardaïa où il s'est enquis des problèmes de l'artisanat. Pour cela, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat a exhorté les représentations diplomatiques à travers le monde de promouvoir les produits de l'artisanat de notre pays et la destination Algérie.

Conçu par l'architecte et urbaniste Ferdinand Pouillon, au lendemain de l'indépendance, cette infrastructure hôtelière de 150 chambres qui offre une vue panoramique, a été édifiée entre 1970 et 1972 sur les décombres d'un fort dénomme «Bordj Giraud» abritant durant la période coloniale l'armée de l'occupation et servant également de lieu de tortures des moudjahidine, selon de nombreux témoignages.

La wilaya de Ghardaïa compte actuellement une capacité d'hébergement de plus de 2.770 lits, selon les chiffres de la direction locale du secteur.

Guerre en Ukraine

L'OTAN va-t-elle se faire tuer jusqu'au dernier Ukrainien ?

Ils ne pourront pas dire qu'ils ne savaient pas. Lorsqu'ils ont déployé les tentacules de l'OTAN jusqu'aux portes de la Russie, les dirigeants occidentaux n'ignoraient pas qu'ils jouaient avec le feu.

Elle aurait donc dû disparaître en même temps que le Pacte de Varsovie, créé en 1955, qui a rendu l'âme en 1990. Non seulement l'OTAN n'a pas disparu, mais elle s'est renforcée et étendue à l'Est de l'Europe en violation des engagements pris. Au lieu de tourner la page de la guerre froide, l'OTAN a tout fait pour encercler et menacer la Russie, qui a remplacé l'URSS dans l'imaginaire belliciste occidental. Enfin, elle s'est livrée à des agressions militaires illégales, sans aucun mandat de l'ONU, qui ont pulvérisé les fondements de la sécurité collective en Europe et dans le monde.

Le moment-clé de cette mutation est l'agression contre la Serbie, en 1995 et 1999, qui a réintroduit la guerre en Europe et constitué le banc d'essai de la nouvelle stratégie de l'OTAN dans la période post-soviétique. Une agression qui avait deux caractéristiques : elle eut lieu hors du territoire de l'OTAN et elle a visé un État n'ayant jamais menacé un État-membre de l'Alliance. Au prix de 78 jours de bombardements et de 3.500 victimes civiles, cette double transgression a transformé l'OTAN en alliance offensive dont le champ d'intervention n'a plus de limite géographique. Désormais, l'OTAN frappe qui elle veut quand elle veut. En décembre 2001, elle intervient en Afghanistan sans aucun mandat de l'ONU. En 2003, les États-Unis et le Royaume-Uni, pays membres de l'OTAN, envahissent et dévastent l'Irak en violation flagrante du droit international. En mars 2011, l'OTAN outre-passe le mandat de l'ONU et détruit l'État libyen. A la même époque, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Turquie arment les mercenaires takfiristes en Syrie et soumettent l'État syrien légitime à des sanctions mortifères.

Sans illusion sur une légalité internationale que les Occidentaux ont copieusement foulée aux pieds, la Russie a décidé de mettre fin à l'hypocrisie ambiante en mettant au pas le régime ukrainien. Ce dernier a pris ses désirs pour des réalités en s'imaginant que la tutelle de l'OTAN valait assurance-tous-risques. Il est vrai que les signes avant-coureurs d'une véritable acquisition de l'Ukraine par l'OTAN ne manquaient pas.

Dès 1997, une charte de partenariat a lié l'Ukraine et l'Alliance atlantique. Le 8 juin 2017, le parlement de Kiev a voté par 276 voix contre 25 un amendement législatif rendant prioritaire l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Conseillers techniques et organismes divers affilés à l'OTAN sont omniprésents dans le pays. Comme on l'apprendra en mars 2022, trente laboratoires de recherche biologique parrainés par l'Occident sont à pied d'œuvre. Pourtant, cette merveilleuse idylle avec l'Alliance atlantique n'a pas mis le régime ukrainien à l'abri des foudres moscovites. En devenant un avant-poste occidental dirigé contre la Russie, l'Ukraine a tendu les verges pour se faire battre.

A ce jour, la démonstration de force semble suffisante pour dissuader l'OTAN de s'engager davantage. Cette alliance militaire agressive a mené des guerres dévastatrices et détruit plusieurs États souverains. Mais elle va y réfléchir à deux fois avant d'aller défier l'ours moscovite dans sa sphère d'influence. Ce que montre l'opération militaire en cours, c'est que les Russes ne plaisantent pas lorsqu'ils défendent leurs intérêts nationaux. D'autant qu'en faisant passer leur président pour un psychopathe prêt à déclencher l'apocalypse, les Occidentaux s'infligent la double peine. Ils justifient leur propre inaction en inhibant toute velléité d'intervention sur le terrain. Ils déchaînent les passions russophobes, mais elles sont sans effet sur le théâtre des opérations.

Le bon côté des choses, c'est que l'emphase délirante des condamnations occidentales est inversement proportionnelle à leur action militaire contre la Russie. Chaque fois que Washington, Londres ou Paris ouvrent la bouche pour vilipender Moscou, c'est pour ajouter aussitôt qu'ils n'enverront aucun soldat mourir pour Kiev. Tant mieux. La guerre sera plus courte et moins meurtrière. Les négociations vont reprendre. La neutralisation de l'Ukraine, qui est la seule issue rationnelle à ce conflit, aura quelque chance de voir le jour. C'est du moins ce qu'il faut espérer, dans l'intérêt de la Russie, de l'Ukraine et de la paix mondiale.

S'il est sain d'esprit, aucun Européen n'a envie de se faire trouer la peau pour l'Ukraine, et encore moins de risquer l'escalade nucléaire. Si la Russie conduit cette opération militaire, à l'inverse, c'est parce que ses enjeux sont vitaux pour la nation russe. La question n'est donc pas de savoir si la guerre est moralement condamnable, car elle l'est toujours, en tout temps et en tout lieu.

Noam Chomsky dit à la fois qu'il condamne catégoriquement l'intervention russe, et qu'elle était absolument inévitable comte tenu des provocations de l'OTAN. Mais si la seconde proposition est vraie (elle l'est), on se demande alors quel est le sens de la première. La vraie question, c'est de comprendre pourquoi les Russes font la guerre, et pourquoi les Occidentaux la font faire par les Ukrainiens. Et la réponse est que les Russes veulent obtenir par la force les garanties de sécurité qu'on leur a refusées, tandis que les Occidentaux s'acharnent surtout à affaiblir la Russie aux dépens des Ukrainiens. Ces derniers finiront-ils par comprendre qu'ils sont les dindons de la farce ? Volodymyr Zelensky a fait toute sa carrière dans la comédie, mais son destin est en train de virer au tragique. Il multiplie désespérément les appels au secours, il s'agite devant les caméras, mais c'est en pure perte : en guise de réponse on lui envoie du matériel dont le seul effet sera de prolonger un conflit perdu d'avance. Il dit que si l'OTAN ne vole pas à son secours ce sera « la troisième guerre mondiale » alors que c'est exactement l'inverse : si les Occidentaux se contentent de prodiguer de bonnes paroles accompagnées de livraisons d'armes, c'est précisément pour éviter le choc frontal avec la Russie.

Washington, de son côté, sait aussi que le jeu n'en vaut pas la chandelle et n'en fera pas des tonnes pour sauver le régime de Kiev. En revanche, le sens de la manœuvre adoptée par l'État profond américain est parfaitement clair : cette guerre est le pourrissement de la crise provoquée par le putsch de février 2014, et Moscou a davantage à y perdre qu'à y gagner. L'OTAN a provoqué un conflit qu'elle va désormais tenter de faire durer à tout prix : l'essentiel est de favoriser l'enlisement de la Russie dans un conflit interminable, et ce sont les populations civiles qui en feront les frais.

La distribution d'armes létales aux néonazis et aux gangs mafieux est ce que les Occidentaux ont trouvé de plus intelligent à faire pour combattre les Russes sur le terrain. Ils font en Ukraine ce qu'ils ont fait en Syrie au profit des terroristes adoubés par la CIA. Cette politique risque de rendre le conflit plus long et plus meurtrier, et c'est exactement ce que souhaitent les criminels qui gouvernent le « monde libre ».

Mais après tout la misère humaine n'a aucune importance. Il suffira d'imputer à Poutine ce surcroît de malheur infligé aux populations civiles, et le gain symbolique sera capté par les moralisateurs occidentaux. La guerre tout court se double comme d'habitude d'une guerre informationnelle. On sait que le Donbass était bombardé sans répit depuis huit ans, que le gouvernement de Kiev refusait d'appliquer les accords de Minsk et qu'une offensive de grande ampleur se préparait contre les républiques séparatistes de Donetsk et Lougansk.

Depuis une quinzaine d'années, la Russie avait remplacé l'Union soviétique dans l'imaginaire manichéen des Occidentaux. Elle remplissait la fonction de bête noire du monde libre, vouée à l'exécration des nations pour sa brutalité légendaire. La crise actuelle permet de parachever cette mise au ban de la communauté soi-disant internationale et de repousser la Russie aux marges du monde civilisé. Les Occidentaux font semblant de croire à cette fable grossière, mais la réalité des rapports de forces est moins avantageuse à leurs intérêts qu'il n'y paraît. Tout ce que les pays membres de l'Alliance atlantique peuvent faire, en réalité, se résume à deux options complémentaires : pousser Kiev au sacrifice ultime pour les beaux yeux de l'OTAN et déverser une avalanche de propagande contre Moscou. Dans les deux cas, l'Occident ne pèsera que marginalement sur le cours des événements. La poursuite de la guerre apportera son lot de victimes et et souffrances, mais la Russie risque fort d'imposer militairement ce qu'elle n'a pu obtenir par la négociation : la neutralisation de l'Ukraine et la sanctuarisation du Donbass.

A l'Assemblée générale de l'ONU, les pays qui n'ont pas voté pour la résolution condamnant l'intervention russe représentent 59% de la population mondiale. Lorsque les Occidentaux prennent des sanctions contre la Russie, ils se retrouvent seuls avec le Japon et la Turquie, et les pays qui refusent de le faire représentent 83% de la population mondiale. Loin d'être isolée sur la scène internationale, la Russie bénéficie de l'abstention d'une large majorité de l'humanité. La Chine, l'Inde, le Pakistan, le Brésil, le Venezuela, le Mexique, l'Algérie, l'Afrique du Sud et beaucoup d'autres pays refusent de diaboliser Moscou pour son action militaire contre un vassal de l'OTAN.

Au fond, la Russie dont rêvaient les Occidentaux, c'était celle de Boris Eltsine : impuissante et ruinée, dirigée par un alcoolique manipulable à loisir, c'était une proie facile pour les prédateurs étrangers et les conseillers en démocratie à l'occidentale. Si seulement les Russes s'étaient laissé encercler gentiment et avaient consenti à cette cuisson du homard, s'ils avaient accepté de subir sans broncher les bombardements du Donbass une décennie de plus, s'ils s'étaient résignés à voir l'Ukraine otanisée et la Mer Noire transformée en mare nostrum par les Yankees, on n'en serait pas là. Mais les peuples ont rarement le tempérament suicidaire, du moins ceux qui n'ont pas renoncé à leur souveraineté et accepté de servir de supplétif à l'Oncle Sam. Le pays qui a vaincu les Tatars, Napoléon et Hitler ne sera pas une proie facile. Coriace et obstinée, la Russie ne se résigne pas à disparaître. Elle a choisi l'épreuve de force parce que l'OTAN l'a poussée dans ses derniers retranchements. Mais le paradoxe est que si jamais elle réussit à neutraliser son vassal ukrainien, elle donnera une leçon de sagesse à l'Occident qui voulait la soumettre.

La guerre actuelle aura valeur de test. L'Alliance atlantique a beau avoir un budget militaire qui représente seize fois celui de la Russie, elle est prise dans les filets d'un conflit asymétrique où le plus fort n'est pas celui que l'on croit. L'OTAN n'est pas près d'envoyer ses troupes secourir l'armée ukrainienne, et la précision balistique russe tient lieu de force dissuasive. La cruelle expérience des mercenaires vitrifiés dans leur baraquement par un missile près de la frontière polonaise vaut avertissement. Si l'on ajoute l'utilisation des armes hypersoniques contre les installations militaires ukrainiennes, la Russie ne manque pas d'instruments didactiques.

Bruno Guigue

Suite et fin

PRÉPARATION DU BACCALAURÉAT ARTISTIQUE

INSTALLATION D'UNE COMMISSION INTERSECTORIELLE

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed et la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji ont co-présidé, lundi au siège du ministère de la Culture, la cérémonie d'installation de la commission intersectorielle chargée de l'élaboration d'une feuille de route visant à mettre au point une stratégie bien élaborée pour la préparation du baccalauréat artistique, et ce dans le cadre de la mise en œuvre des clauses de la convention conclue dernièrement entre les deux ministères portant création d'un baccalauréat artistique, selon un communiqué du ministère de la Culture et des Arts. A cette occasion, la ministre a donné nombre d'instructions et de directives à l'effet de se focaliser sur «l'essence même du projet et l'importance de faire montre de créativité dans la formulation des propositions». Pour ce faire, «il faudra offrir les facilitations pour concrétiser l'idée sur le terrain dans les meilleurs délais, à travers l'accompagnement pédagogique, l'encadrement des jeunes talents pour assurer une meilleure formation et l'investissement dans les jeunes compétences pour faire éclore leurs talents, en les dotant de technicité et de méthode scientifique», a-t-elle soutenu. Elle a, en outre, estimé que cette étape importante «permettra d'imprimer une nouvelle dynamique culturelle et économique à même de contribuer à la relance et au développement du marché des arts en Algérie». De son côté, le ministre de l'Education nationale a salué cette démarche et a exprimé «sa pleine disposition à soutenir les efforts et à accompagner ce projet", estimant nécessaire de définir les étapes et de maitriser tous les aspects du projet, afin de convaincre les talents d'adhérer à cette démarche, en assurant leur prise en charge», a conclu le communiqué.

R.C.

CULTURE DE LA LECTURE AUPRÈS DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION

LE SECTEUR DE LA SOLIDARITÉ CONTRIBUE À SON ANCRAGE

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouthar Krikou a affirmé, lundi à Alger, que son secteur contribuait à l'ancrage de la culture de la lecture auprès de la nouvelle génération pour l'impliquer dans l'acte culturel et développer ses capacités intellectuelles et créatives. S'exprimant à la presse en marge de sa visite au Salon international du livre (Sila), Mme Krikou a précisé que son département ministériel s'emploie à «ancrer la culture de la lecture auprès de la nouvelle génération pour l'impliquer dans l'acte culturel et développer ses capacités intellectuelles et créatives». Accompagnée de nombre d'enfants scolarisés relevant des centres du secteur, la ministre a sillonné les différents pavillons dédiés à l'enfance et à la famille, où elle a eu des échanges avec plusieurs participants nationaux et étrangers sur les thématiques des livres exposés, mettant en avant l'importance de la formation intellectuelle pour les enfants et le rôle de la famille en cette matière.

R.C.

Le bijou d'Ath Yenni

Un patrimoine et une Histoire

Chassé de Béjaïa par les Espagnols, le futur roi de Koukou, Ahmed Belkadi, était allé chercher refuge sur le flanc Nord du Djurdjura, emmenant avec lui ses fidèles, parmi eux, la famille Allam qui préféra s'installer à Ath Yenni, et partant, donner naissance à une grande aventure, le travail de l'argent et de la bijouterie.

A son arrivée, «cette famille fut recueillie par les Mammeri et trouva une société prédisposée au travail manuel et artistique, qui demandait surtout de la doigtée et de la patience, et qui travaillait toutes sortes de métaux. Le travail se faisait en famille, au retour des champs, notamment, et chacun, hommes, femmes, petits comme adultes, y mettait du sien», souligne Cherif Ousmer, descendant d'une famille de bijoutiers depuis plusieurs générations.

Dès lors, le travail de la bijouterie a été adopté par la région et est devenu, aux côtés de l'orfèvrerie et de l'ébénisterie, un de ses symboles entretenus et préservés de génération en génération. Les grosses pièces sont généralement commandées à l'avance tandis que les quelques petits bijoux fabriqués sont vendus aux différentes occasions sociales.

Les bijoux fabriqués en argent sont frappés de poinçon de garantie pour attester que ce n'est pas du cuivre. Souvent, un autre poinçon portant le nom du prophète Mohamed (QSSL) qui équivaut à un serment, est ajouté par le fabriquant.

Quant à la variété des couleurs, elle porte, elle aussi, beaucoup de symbolique.

→Hérité des Ath Abbas, dans l'actuelle wilaya de Béjaïa, émigrés dans le sillage du fondateur du royaume de Koukou, Ahmed Belkadi, vers 1515, le métier de bijoutier s'est, depuis, confondu avec l'Histoire de la région d'Ath Yenni, au Sud de Tizi-Ouzou.

Ainsi, «le rouge du corail, symbolise le feu et le sang, le jaune, le soleil et les épis d'herbes mûries, le vert, la verdure de la nature qui se rapporte aussi au paradis, le bleu, le ciel et la mer, et le blanc de l'argent, l'eau et la quiétude», explique le bijoutier.

Beaucoup d'artisans de la région qui avaient adopté le métier de bijoutier, parmi eux Nedir El Hadj Mohamed, Ourad El Hadj Salem, Abad Abdellah et Nedaf Hocine, avaient participé à des manifestations internationales à Paris, notamment, où ils avaient été primés et avaient assisté à l'inauguration de la Tour Eiffel, mais aussi à Chicago, à l'exemple de Boussad Ougal. Durant la période ottomane, un impôt sur les récoltes a été imposé, appelé par les populations locales «l'impôt du joug», les Ath Yenni, fort de ce nouveau savoir, l'utilisèrent pour fabriquer de la fausse monnaie pour payer les percepteurs d'impôts envoyés d'Alger.

Lors du colonialisme français en Algérie, et face à la résistance des populations à l'armée française, les autorités coloniales prirent la décision d'interdire la fabrication des armes et de la coutellerie dans la région.

Plusieurs familles se sont alors converties en bijoutiers, dont le père de l'écrivain et anthropologue Mouloud Mammeri.

R.C.

TNA

Vibrant hommage à Ould Abderrahmane Kaki

Un vibrant hommage, organisé par le Théâtre national Mahieddine Bachtarzi (TNA), a été rendu dimanche à Alger, à Ould Abderrahmane Kaki, réinventeur du Théâtre algérien, à travers une œuvre où se conjugue naturellement patrimoine et histoire à l'expression universelle.

Cet égard, à l'endroit de ce grand comédien, dramaturge et metteur en scène, qui a su faire du théâtre, un outil efficace pour la préservation du patrimoine et la lutte contre l'obscurantisme, l'illettrisme et l'injustice, intervient à l'occasion de la Journée internationale du Théâtre, célébrée le 27 mars de chaque année et qui fête en 2022 son 60e anniversaire.

A cet effet, un riche programme a marqué cette journée, où le nombreux public a pu d'abord apprécier une exposition de photographies montrant Ould Abderrahmane Kaki dans ses œuvres avec la troupe «El Garagouz" qu'il avait créée, pour assister ensuite à une conférence organisée par l'association culturelle "Quartina pour le Théâtre» de Mostaganem, durant laquelle les intervenants ont évoqué le parcours singulier du dramaturge. S'en est suivi, une table ronde animée par les compagnons de routes du dramaturge qui ont restitué, différentes expériences et anecdotes, avant la présentation du premier ouvrage contenant les textes des pièces, «132 ans», «Koul wahed ou hakmou», «Beni kelboun» et «Diwan el garagouz», conçu et édité par l'association «Quartina pour le théâtre», présidée par Mohamed Boudane, en collaboration avec le Théâtre régional d'Oran Abdelkader Alloula.

Les célébrations de l'œuvre de Kaki se sont terminées avec la projection, d'un documentaire contenant différents témoignages sur, l'homme, et le dramaturge, ainsi que quelques extraits de sa pièce «El Guerrab oua salihine», pour voir ensuite, le trophée honorifique marquant ce bel hommage remis au président de l'association «Quartina pour le théâtre».

D'autres hommages ont été rendus au regretté comédien du TNA, récemment disparu, Yacine Zaidi (1974-2021) et aux deux vétérans de la troupe des Garagouz, Mustapha Chograni et Mohamed Chouikh.

Né en 1934 dans le quartier populaire de Tigdit à Mostaganem, Ould Abderrahmane Abdelkader dit «Kaki» s'est longtemps frotté, comme comédien, auteur des adaptations et metteur en scène, aux œuvres universelles de grands noms du 4e Art, à l'instar d'Eugène Ionesco, Samuel Beckett, Plaute, Carlo Gozzi ou encore Bertolt Brecht avant de produire ses propres œuvres dès 1958, année de création de sa première troupe théâtrale.

Se réappropriant dans le contenu, l'héritage des conceptions théâtrales traditionnelles à travers une vingtaine de pièces qu'il avait écrites et mises en scène, il avait conféré au théâtre algérien une portée universelle, en ouvrant judicieusement la forme donnée à son théâtre à la modernité.

Parmi les œuvres qu'il a créées, «La légende de la rose», «Dem el hob», «La Maison de Dieu», «Avant-théâtre», «132 ans», «Le Peuple de la nuit», «Ifrikya qabla», «Diwan el garagouz», «Koul ouahad ou hakmou», «Les vieux», «Bni kelboun», et «Diwan el mela».

Ould Abderrahmane Kaki est décédé le 14 février 1995.

Le jeune auteur, metteur en scène, fondateur et directeur du Festival «Fatiha Berbère» pour le Théâtre de jeunes de Boumerdès, Walid Abdellah, a ensuite donné lecture à la lettre marquant la Journée mondiale du théâtre, écrite cette année par le metteur en scène de théâtre et d'opéra et directeur de festivals, l'Américain, Peter Sellars.

Par ailleurs et toujours dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale du Théâtre, un nouvel espace d'échange a été ouvert au TNA, baptisé du nom du dramaturge révolutionnaire «Mohamed Boudia».

R.C.

Match barrage du Mondial-2022

Les «Verts échouent au bout du suspense»

Cruel, cauchemardesque, l'équipe nationale de football a échoué à valider son billet pour la Coupe du monde 2022 au Qatar, en se faisant battre à l'ultime minute des prolongations face au Cameroun (1-2), en match disputé mardi soir au stade du Chahid Mustapha-Tchaker de Blida.

Les Verts ont manqué de concentration lors des dernières secondes. (Photo › D. R.)

Comme il fallait s'y attendre, les «Verts» ont entamé la rencontre tambour battant, en acculant la défense des «Lions indomptables», dans l'espoir de prendre l'avantage dès le début et surtout faire douter l'adversaire. La première occasion de la partie a été algérienne. Le meilleur buteur historique de la sélection Slimani, à l'affût, reprend du pied droit suite à un mauvais dégagement du portier camerounais Onana, mais le ballon de l'attaquant du Sporting Lisbonne (Portugal) rate le cadre. Alors que tout le monde croyait à voir les Algériens concrétiser les occasions procurées, c'est plutôt le Cameroun qui est parvenu à ouvrir la marque contre le cours du jeu. Suite à un corner du côté droit, le portier algérien M'bolhi se télescope avec l'un de ses défenseurs et laisse s'échapper le ballon dans les pieds de Choupo-Moting, libre de toute marquage au point de penalty, reprend instantanément de volée et donne l'avantage aux siens (22e). Loin de se décourager, la réaction des Algériens a été rapide, puisque cinq minutes plus tard, et sur une perte de balle de la défense camerounaise, Slimani sert sur un plateau Belaïli qui rate lamentablement son duel face au gardien de but adverse. Les coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez ont accentué leur domination dans l'objectif d'égaliser, mais les tentatives de Belaïli, très en vue, sur le côté gauche, n'ont rien apporté jusqu'au sifflet final de l'arbitre gambien Bakary Gassama, dont certaines décisions ont été largement contestées par les Algériens. Le sélectionneur de l'équipe nationale Djamel Belmadi a reconduit la même tactique adopté en match aller vendredi à Douala, avec notamment un trio dans l'axe central, formé de Mandi, Benlamri et Bedrane. Youcef Atal, qui d'habitude évolue sur le flanc droit, a remplacé le latéral gauche Ramy Bensebaïni, suspendu pour cumul de cartons.

Toko-Ekambi propulse les siens au Qatar

Après la pause, l'équipe nationale est revenue avec le même tempo offensif. Le but inscrit par Slimani (50e), mais refusé par l'arbitre pour une position de hors-jeu, a donné encore plus d'espoir pour les Algériens. Servi par Belaïli sur son fétiche côté droit, Mahrez décroche une lourde frappe du droit, Onana détourne difficilement en corner (55e). Le défenseur central Bedrane est seul à 5 mètres du portier camerounais, mais ne parvient pas à cadrer sa tête. Les occasions s'enchaînent côté algérien, à l'image de celle de Slimani (59e), dont la frappe est interceptée en deux fois par Onana.

Le même scénario allait se produire pour le Cameroun. Rais M'bolhi a réussi à maintenir l'Algérie dans la partie, avec un double arrêt (67e), d'abord sur une tête de Tawamba et un tir Hongla dans la surface. Les Algériens ont réussi à monopoliser le ballon durant le dernier quart d'heure, mais sans pour autant trouver la faille à la grande stupéfaction de Belmadi et des nombreux supporters venus tôt mardi pour soutenir les «Verts». Au début de la prolongation, les «Verts» ont inscrit un but par Slimani sur un centre du rentrant Touba (98e), mais refusé par l'arbitre après avoir consulté la VAR (assistance vidéo à l'arbitrage, ndlr) pour une main sévère.

Très en verve dans son rôle de récupérateur, Ismaël Bennacer a failli égaliser d'une reprise de volée qui partait tout droit vers la lucarne, mais Onana, auteur d'un match de haute facture, était à la parade. Entré en cours de jeu (97e) à la place d'Atal, Touba a surgi à la 118e minute pour égaliser en reprenant de la tête un corner botté par Ghezzal.

Alors que tout le monde croyait à la qualification de l'Algérie, l'attaquant camerounais de l'Olympique Lyon Toko-Ekambi, libre de marquage en pleine surface et profitant d'un manque de concentration flagrant de la défense algérienne, propulse son pays au Mondial-2022. Il s'agit de la première défaite des «Verts» à Blida, eux qui restaient sur une longue série d'invincibilité de 36 victoires en 43 matches. Après avoir brillé par son absence lors du dernier Mondial-2018 en Russie, l'Algérie échoue de nouveau à faire partie du gotha mondial. De son côté, le Cameroun parvient à se qualifier pour sa 9e Coupe du monde.

L'Afrique sera ainsi représentée au Mondial-2022 (21 novembre – 18 décembre) par le Cameroun, le Sénégal, le Ghana, le Maroc et la Tunisie.

Coupe du monde 2022

Emotion, suspense et surprise au terme des barrages en Afrique

➔Les cinq pays africains qualifiés pour la Coupe du monde 2022 sont connus : Cameroun, Ghana, Maroc, Sénégal, Tunisie. Les barrages ont apporté leur lot de surprise, de suspense, de confirmation et surtout d'émotions.

Nigeria KO, Ghana OK

La sélection africaine la plus régulière en Coupe du monde depuis 1994 ne sera pas présente au Qatar. Le Nigeria, un seul Mondial manqué (2006) depuis sa première participation à la Coupe du monde américaine, a raté une huitième invitation avec une élimination face au Ghana. Sans perdre, les Super Eagles ont été éliminés par la règle du but à l'extérieur en concédant le 1-1 après avoir fait 0-0 à Accra quatre jours plus tôt. Le Ghana, pour sa part, va disputer sa quatrième Coupe du monde après 2006, 2010 et 2014. Ce n'est pas forcément la plus belle équipe des Blacks stars à débarquer au Qatar, tellement la formation semblait en perte de vitesse, avec notamment une piteuse élimination au premier tour à la CAN-2022. Mais l'essentiel est ailleurs, ce billet pour Doha.

La revanche de Vahid Halilodzic

Il a reçu un coup de fil du roi du Maroc en guise de félicitations juste après la qualification validée face à la RDC (1-1 ; 4-1). Pour le sélectionneur Vahid Halilodzic, ce n'est qu'une juste récompense pour un technicien qui a qualifié quatre équipes à la Coupe du monde. Après la Côte d'Ivoire (2010), l'Algérie (2014), le Japon (2018), c'est donc au tour du Maroc. C'est une nouvelle revanche sur le sort pour le Bosnien limogé en 2018 par le Japon à deux mois de la Coupe du monde. En 2010, il avait aussi été viré par la Côte d'Ivoire, à 4 mois de la Coupe du monde sud-africaine, qu'il avait pourtant qualifié pour la première de son histoire au Mondial. Quatre ans plus tard, il conduisait l'Algérie en quarts de finale du Mondial brésilien. Le Maroc espère le même parcours avec le coach Vahid qui devrait cette fois être du voyage au Qatar.

Cissé-Mané, duo magique

Le Sénégal va disputer sa troisième Coupe du monde, sa deuxième consécutive et cette nouvelle qualification portent le sceau de deux hommes : le sélectionneur Aliou Cissé et l'attaquant Sadio Mané. Le premier est devenu incontournable dans tous les moments importants du Sénégal, capitaine lors du premier Mondial des Lions en 2002, et sélectionneur pour envoyer ses hommes en Russie (2018) et désormais au Qatar. Le second a été encore le tireur décisif dans la série des tirs au but qui a envoyé les Lions à la Coupe du monde, après avoir été le dernier tireur de penalty pour la victoire à la CAN. Un sacre en Coupe d'Afrique et une qualification au Mondial en moins de deux mois, le Sénégal vit la plus belle ère de son football. Et les Lions ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin, surtout avec de tels guides.

E'too enlace Song, Belmadi en larmes

Les deux scènes se passent à quelques mètres l'une de l'autre. Le sélectionneur Djamel Belmadi est effondré sur la pelouse du stade de Blida, inconsolable, sonné par l'élimination à la dernière minute de son Algérie par un but des Indomptables que personne n'a vu venir. Non loin, Samuel E'too étreint Rigobert Song. L'ancien attaquant devenu président de la Fédération camerounaise de football et l'ex-capitaine, aujourd'hui sélectionneur à l'aube de ces barrages, ont réussi leur pari. Le Cameroun qui a raté le Mondial russe (2018) revient sur la plus grande scène mondiale et va disputer sa sixième Coupe du monde. L'Algérie aura du mal à s'en remettre, deux mois après une élimination sans gloire à la CAN.

EN DEUX MOTS

Coupes africaines interclubs : Changement des dates et heures des matches

Ligue des champions :
Vendredi 1 avril 2022
14h : Etoile Sportive du Sahel (Tunisie) – Jwaneng Galaxy FC (Botswana)
17h : Horoya AC (Guinée) – AmaZulu (Afrique du Sud)
17h : Zamalek SC (Egypte) – GD Sagrada Esperanca (Angola)

Samedi 2 avril 2022 :
14h : Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud) – Al Merrikh (Soudan)
22h : Espérance de Tunis (Tunisie) – CR Belouizdad (Algérie)
22h : Wydad AC (Maroc) – Atletico Petroleos (Angola)

Dimanche 3 avril 2022:
21h : Al Ahly (Egypte) – Al Hilal (Soudan)
22h : Raja AC (Maroc) – ES Sétif (Algérie)

Coupe de la Confédération :
Dimanche 3 avril 2022 :
14h : TP Mazembe (RD Congo) – AL-Masry (Egypte)
14h : Coton Sport (Cameroun) – AS Otoho (Congo)
17h : Royal Leopards (Eswatini) – JS Saoura (Algérie)
17h : Orlando Pirates (Afrique du Sud) – Al Ittihad (Libye)
21h : CS Sfaxien (Tunisie) – Al Ahli Tripoli (Libye)
21h : Pyramids FC (Egypte) – Zanaco (Zambie)

A confirmer : RS Berkane (Maroc) – Asec Mimosas (Côte d'Ivoire)
A confirmer : Simba SC (Tanzanie) – US Gendarmerie Nationale (Niger)

LA NR LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA.
Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse. 1, rue Bachir Attar,
Place du 1er-Mai - Alger.
Tél. : 021 67.10.44/67.10.46
Fax : 021 67.10.75.
Compte bancaire : CPA 103 400 08971.1 . 114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles.
Membres fondateurs :
Gérant, directeur de la publication: **Abdelwahab Djakoune**.
Rédacteur en chef :
Radia Zerrouki
Directeur commercial :
Ouahid Kouba.
Composition **PAO** ***La Nouvelle République*** Impression Alger : **SIMPRAL**.
Tirage : **2500** exemplaires
16 - Pages
Oran : **SIO**. Constantine : **SIE**.
Diffusion centre : **SEDICOM**.
Ouest : **SPDO**. Est : ***El Khabar***. Sud : **Trag diffusion** Publicité : *La Nouvelle République*, Maison de la Presse. Tél. : 021 67.10.72. Fax : 021 67.10.75. E-mail : lnr98redaction@yahoo.fr/E-mail pub : lnr98publicite@yahoo.fr - ANEP Spa : 1, avenue Pasteur, Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021 73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021 73.99.19.
Conception : **Studio Baylaucq**, Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40
Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

LA NR
LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

Djamel Belmadi :

«Le football est ainsi fait, de bonnes et de cruelles surprises»

Un autre séisme frappe de plein fouet l'équipe nationale après le fiasco de la Coupe d'Afrique des Nations 2021.

Belmadi s'est effondré en fin de match. (Photo › D. R.)

Une immense désillusion face au Cameroun (1-2, a.p.) ce mardi à Blida en barrage retour de la Coupe du monde 2022. Les Fennecs sont éliminés en vertu de la règle du but à l'extérieur, les Lions Indomptables iront au Qatar.

Il y avait de tout dans ce match, outre les mauvais changements qui auraient échappé au sélectionneur, mais qui ne devaient pas échapper à ses adjoints. Il y avait aussi le manque de souffle chez certaines stars qui n'ont pas produit ce qui était attendu d'elles.

Prenant la parole en premier lors de la conférence de presse d'après-match, le sélectionneur camerounais Rigobert Song reconnaîtra que c'était un match mental. «En venant en Algérie, on savait que la victoire était presque impossible, mais le mental de mes joueurs a fait que nous fassions partie des équipes qualifiées pour la Coupe du monde…». Pour Choupo-Moting, l'auteur du but qualifiant les Lions «la perte de concentration et d'efficacité des Algériens après leur but, a fait qu'ils étaient pris au piège par la joie. Il y avait cette touche pour inscrire le but».

Pour le sélectionneur algérien Djamel Belmadi, beaucoup de vérités ont été dites lors de sa rencontre avec les médias, «nous avons fait ce qu'il fallait. Maintenant, que chacun aille avec ses idées. Quant à nous, nous avons fait le maximum. Nous l'avons fait avec le cœur, je me demande ce que l'on pouvait faire de plus ? On a mis nos vies privées entre parenthèse… Depuis ma venue, nous n'avons pas cessé de travailler pour faire retrouver au pays sa place dans le concert du monde du football, positionner non seulement pour nous, pour le pays, c'est ce qui nous motive le plus, mais le football est ainsi fait. Il vous offre de bonnes et de cruelles surprises comme celle que nous venons de vivre aujourd'hui».

Ce qui l'a plus déçu «c'est vrai, cette élimination, mais aussi ces supporters venus des quatre coins du pays sans oublier ceux qui sont à l'étranger qui attendaient notre qualification. Aujourd'hui, il faut se remettre au travail».

Retenons que lors de cette élimination, bien qu'au bord de la rupture physiquement, les locaux se procurent les ultimes occasions mais sans parvenir à éviter la prolongation. Durant celle-ci, le danger se précisait sérieusement sur le but d'Onana. Sauf que Slimani ratait un but tout fait de la tête, puis la VAR lui refusait un nouveau but en raison d'une main. Le gardien écœurait ensuite l'attaquant puis Bennacer sur deux belles parades. Alors qu'on semblait se diriger tout droit vers les tirs au but, Touba, oublié sur un corner de Ghezzal, utilisait pour faire chavirer Blida et tout un peuple (1-1, 118e). A ce moment-là, l'Algérie était qualifiée. Mais c'était sans compter sur des Camerounais qui n'abandonnent jamais et, sur une sortie de balle (touche) de Fai dévié par Ngadeu, Toko-Ekambi surgissait pour envoyer les Lions Indomptables au Qatar en marquant à la dernière minute (1-2, 124e). Huit ans après, le Cameroun retrouve la Coupe du monde.

A l'image d'un Belmadi en larmes au coup de sifflet final, l'Algérie, elle, aura du mal à s'en remettre…

H. Hichem

- Eurosport 1 : Masters 1000 de Miami à 19h
- El Heddaf TV : Belmekchouf à 21h

La Der

La Tunisie écarte le Mali et valide son ticket pour le Qatar

Vainqueur du match aller à Bamako (1-0), la Tunisie n'a pas forcé pour garder son avantage à Radès mardi 29 mars. Le match nul (0-0) lui a suffi pour décrocher sa sixième qualification à une Coupe du monde.

Pour la manière, on repassera. Cette Tunisie s'est contentée du minimum syndical pour assurer sa qualification au Mondial qatari. Un pauvre 0-0 à domicile pour écarter le Mali après avoir gagné 1-0 sur un but contre son camp des Aigles au match aller.

Il n'y a pas grand-chose dans le jeu à retenir de cette double confrontation, et il est certain que beaucoup attendaient plus des Aigles de Carthage qui s'avançaient comme favoris dans ces barrages. Mais les hommes de Mondher Kebaier sont restés en droite ligne de leurs prestations lors de la Coupe d'Afrique des Nations 2022. On a retrouvé l'équipe attentiste, défensive, très peu gourmande offensivement, même face à des équipes supposées faibles. Dans cette rencontre, c'est le Mali qui a failli créer la surprise en ouvrant le score à la 4e minute. Mais le but d'Abdoulay Diaby est refusé suite à une position de hors-jeu peu évidente, même après visionnage de la VAR.

Les hommes de Mohamed Magassouba ont toujours eu le souci d'aller chercher la victoire, maladroitement souvent, mais ils sont surtout tombés sur une équipe maghrébine qui n'avait qu'un souci : ne pas encaisser de but. Une stratégie payante finalement car Ben Saïd n'a eu que très peu de travail à faire pour préserver son camp.

Les Aigles de Carthage iront au Qatar avec l'ambition sans doute de passer le premier tour pour la première fois de leur histoire. Il faudra vraiment montrer autre chose pour espérer réussir cet exploit